

République du Bénin

-----  
**Cour constitutionnelle**  
-----



**GREFFE**

N° 089 / CC/GEC

**DEUXIEME CHAMBRE DE MISE EN ETAT  
RÔLE DU MARDI 22 OCTOBRE 2024  
A 10 HEURES**

**LIEU : Salle des audiences publiques de la Cour constitutionnelle  
sise à Ganhi, avenue Gouverneur général PONTY à Cotonou**

N° D'ORDRE	N° DU RECOURS	REQUERANT	REQUIS	OBJET	OBSERVATIONS
01	0759/126/REC-24 du 04/04/2024	Baboukari I. D. BELLO	Président de la Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Recours pour détention abusive et violation de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.	
02	0908/149/REC-24 du 26/04/2024	Prosper ALLAGBE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique</li> <li>- Secrétaire général du Gouvernement</li> </ul>	Recours pour violation de la Constitution.	
03	1021/175/REC-24 du 15/05/2024	Ali Mouhamadou TCHEDE	Président de la Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Recours pour détention abusive, vice de procédure et violation du droit d'être jugé dans un délai raisonnable.	
04	1022/176/REC-24 du 15/05/2024	Gado SAAGUI	Président de la Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Recours pour détention abusive, vice de procédure et violation du droit d'être jugé dans un délai raisonnable.	
05	1033/177/REC-24 du 17/05/2024	Sikirou HOUNSA	Ministre de la Défense nationale	Demande de régularisation d'une situation administrative.	



06	1066/183/REC-24 du 23/05/2024	Baboukari I. D. BELLO	Président de la Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Recours pour détention arbitraire, vice de procédure et violation de droits humains.	
07	1067/184/REC-24 du 23/05/2024	Ousmane DICKO	Président de la Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Recours pour détention arbitraire, vice de procédure et violation de droits humains.	
08	1086/188/REC-24 du 27/05/2024	Benjamin MEGBLETO	Procureur de la République près le tribunal de première instance de 2 <sup>ème</sup> classe de Lokossa	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
09	1132/197/REC-24 du 03/06/2024	Hugues FAIHUN	Procureur spécial près la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Recours pour violation des droits fondamentaux.	
10	1147/201/REC-24 du 06/06/2024	Michel Armand DOSSOU-YOVO	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Président de la Cour Spéciale des Affaires Foncières.</li> <li>- Procureur spécial près la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme</li> </ul>	Demande d'intervention de la Cour dans des procédures judiciaires.	
11	1149/203/REC-24 du 07/06/2024	Angelo LOKO	Secrétaire général du Gouvernement	Recours pour violation de la Constitution.	



12	1287/226/REC-24 du 26/06/2024	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Jean DIOGO</li> <li>- Léonce GBAGUIDI</li> <li>- Alain DIOGO</li> <li>- Roger LAWSON</li> </ul>	Procureur de la République près le tribunal de première instance de première classe de Cotonou	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
13	1302/229/REC-24 du 28/06/2024	Stéphane SAFFIEDDINE (SCPA D2A)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Procureur spécial près la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme</li> <li>- Greffier en Chef de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme</li> <li>- Greffier en Chef du tribunal de première instance de première classe de Cotonou</li> <li>- Directrice de la Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin.</li> <li>- Chef de la Brigade Economique et Financière</li> <li>- Agent Judiciaire du Trésor</li> </ul>	Recours pour rupture d'égalité.	
14	1288/227/REC-24 du 26/06/2024	Alain DIOGO	Procureur de la République près le tribunal de première instance de première classe de Cotonou	Plainte contre messieurs Narcisse DANSOU et six (06) autres pour « abus de confiance et falsification de dossier ».	



**NOUVELLES AFFAIRES**

<b>15</b>	1684/311/REC-24 du 13/08/2024	Charles HECHILY	Procureur de la République près le tribunal de première instance de première classe de Cotonou	Recours pour détention arbitraire.	
<b>16</b>	1537/312/REC-24 du 25/07/2024	Mathias GNANKADJA	- Maire de la commune de Pobè - Paul HESSOU	Demande d'intervention de la Cour dans une affaire domaniale.	
<b>17</b>	1721/313/REC-24 du 18/08/2024	Jean DAGUE	Procureur spécial près la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
<b>18</b>	1726/314/REC-24 du 19/08/2024	Béto BARGA BELLO	Président de la Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Recours pour détention anormalement longue, vice de procédure et violation de droits humains.	



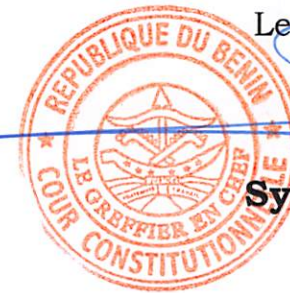
19	1727/315/REC-24 du 19/08/2024	Sanni BONI	Président de la Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Recours pour détention arbitraire, vice de procédure et violation de droits humains.	
20	1765/320/REC-24 du 27/08/2024	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Moussa BOUBE</li> <li>- Ousmane ABOUBACAR</li> <li>- Mohamed BELLO alias GNANLE</li> <li>- Idrissou Moussa DEMO</li> <li>- Saïbou GORE</li> </ul>	Président de la Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
21	1800/326/REC-24 du 05/09/2024	Audace YEHOUESSI	Procureur de la République près le tribunal de première instance de première classe de Cotonou	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
22	1841/333/REC-24 du 13/09/2024	Biaou A. Prudence FALETI	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Procureur spécial près la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme</li> <li>- Président de la Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme</li> </ul>	Recours pour traitements inhumains et dégradants, violation de droits humains et du droit d'être jugé dans un délai raisonnable.	



23	1843/334/REC-24 du 13/09/2024	Elvis Folly DEKADJEVI (Me <b>Gustave ANANI CASSA</b> )	Président de la Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Recours pour violation des articles 17, al. 1 <sup>er</sup> , 18, al. 3 de la Constitution, 6, 7.1d°) de la CADHP, 3 et 9 de la DUDH.	
----	----------------------------------	---	--	---	--

Cotonou, le 14 OCT 2024

Le Greffier en chef,



**Sylvestre FARRA**